

ANGOLA



5 août 2020



Situation actuelle des anciens combattants de l'UNITA

Existence d'éventuelles poursuites ou représailles à leur rencontre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. La situation des anciens rebelles de l'UNITA	3
2. Des membres du parti visés à plusieurs reprises	3
Bibliographie	5

Résumé : l'ensemble des sources d'informations à la disposition de la DIDR ne fournit aucune indication sur des cas récents de poursuites ou représailles contre des anciens combattants de l'UNITA. Il convient de relever toutefois que plusieurs sources signalent régulièrement des violences commises contre des membres du parti politique UNITA entre 2010 et 2017.

Abstract : All of the sources of information available to DIDR do not provide any indication of recent cases of prosecution or reprisals against former UNITA combatants. It should be noted, however, that several sources regularly report violence committed against members of the political party UNITA between 2010 and 2017.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Situation des anciens rebelles de l'UNITA

L'ensemble des sources publiques d'information ne fournit aucune indication sur des poursuites ou représailles dont pourraient être actuellement victimes d'anciens membres du mouvement armé l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Un chercheur angolais ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité a indiqué que si les rebelles de l'UNITA ont effectivement subi des représailles immédiatement après la guerre civile en 2002, la situation était aujourd'hui « normalisée ». Il a cependant ajouté que les anciens combattants, provenant de l'armée régulière ou de la rébellion, se plaignent du manque d'intégration dont ils souffrent au sein de la société, et de leurs difficultés à percevoir des pensions¹.

2. Des membres du parti visés à plusieurs reprises

Il convient de relever en outre que des membres de l'UNITA, mouvement qui a définitivement abandonné les armes en 2002, ont été à plusieurs reprises victimes de brutalités de la part de fidèles du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) :

En mars 2011, l'UNITA a publié une liste de neuf cas de meurtre ou de disparition de membres survenus en 2010, que le parti a qualifié de « politiquement motivés », notamment l'assassinat du secrétaire municipal de l'Unita à Bocoio (Benguela) en octobre 2010. En 2010 encore, le média en ligne *Club-K* a rapporté que la police de la province de Bie avait arrêté une personne pour avoir assisté à une réunion de l'UNITA. Un membre de l'UNITA, Alcides Sakala, a indiqué que la police avait détenu 11 personnes pendant plus de deux jours pour appartenance à l'UNITA. En réponse à des rapports similaires de la province de Huambo en 2010 et 2011, une commission d'enquête parlementaire s'est penchée sur le sujet et a affirmé qu'il n'y avait pas d'« intolérance politique »².

Entre mars et décembre 2011, les autorités des municipalités de Balombo, Cubal et Ganda (province de Benguela), ont arrêté puis relâché 22 personnes pour leur appartenance à l'UNITA selon le parti d'opposition. Au moins une personne a été détenue pendant une semaine avant d'être libérée³.

Le 9 mars 2014, des membres du MPLA dans la province de Kwanza Sul ont perturbé un rassemblement de l'UNITA commémorant le 48^{ème} anniversaire du mouvement. Selon plusieurs médias et ONG, trois dirigeants provinciaux de l'UNITA ont été tués lors de violentes altercations entre des partisans de l'UNITA et du MPLA. Aucune information sur les arrestations ou les enquêtes de la police nationale sur les trois membres de l'UNITA décédés n'a été rendue publique⁴.

Toujours en 2014, des partis d'opposition ont déclaré que leurs membres étaient victimes de harcèlement, d'intimidation et d'agression par des partisans du MPLA. L'UNITA a continué de faire valoir que le MPLA n'avait pas respecté les termes de l'accord de paix de 2002 et que les anciens combattants n'avaient pas les services sociaux et l'assistance nécessaires pour se réinsérer dans la société. Les anciens combattants ont également signalé des difficultés à obtenir des pensions en raison de retards bureaucratiques ou de discrimination. L'UNITA a signalé que ses membres avaient été victimes d'intimidation et

¹ Echange de courriels entre le 09/07/2020 et le 05/08/2020.

² United State Department of State (USDOS), « Country Report on Human Rights Practices for 2011 – Angola », 24/05/2012, [url](#)

³ *Ibid.*

⁴ USDOS, « Country Report on Human Rights Practices 2014-Angola », 25/06/2015, [url](#)

de harcèlement. Par exemple, le 9 mars 2014, trois dirigeants provinciaux de l'UNITA ont été tués lors d'une altercation avec des partisans du MPLA⁵.

Le 25 mai 2016, une délégation composée de parlementaires de l'UNITA et de représentants de partis locaux a été attaquée dans la province de Benguela, prétendument par des sympathisants du MPLA et des locaux, faisant quatre morts, dont deux sympathisants du MPLA et un sympathisant de l'UNITA. Les 1^{er} et 2 juillet 2016, un bureau de l'UNITA dans le quartier de Ramiros à Luanda a été vandalisé et le drapeau du parti a brûlé. Des responsables du parti UNITA et des médias ont affirmé que les responsables étaient des partisans du MPLA. Le 1er juillet, le président Dos Santos a publiquement appelé les partis politiques, les citoyens et les associations à éviter de s'engager dans l'intolérance politique et à signaler les incidents aux autorités compétentes. Des représentants de l'opposition ont allégué le manque d'intérêt de la police nationale, en particulier dans les provinces, pour enquêter sur les allégations de violence contre les membres de partis de l'opposition. Le ministère de la Justice et des Droits de l'homme a déclaré que de nombreuses plaintes des partis d'opposition faisaient l'objet d'une enquête.⁶

Des membres de l'UNITA ont affirmé qu'un camarade du mouvement avait été enlevé, brutalisé et jeté dans une rivière en juin 2017 par des partisans du MPLA. Le MPLA a nié les faits et un homme, la victime supposée, s'est exprimé devant les médias pour dénoncer les propos des membres de l'UNITA. Ces derniers ont répondu que cet homme était un imposteur et non leur camarade disparu⁷.

Dans le contexte électoral, de multiples altercations ont été signalées entre le MPLA et les partisans des partis d'opposition au cours de l'année. Selon l'UNITA et une ONG de défense des droits de l'homme du nom d'Omunga, des jeunes du MPLA ont affronté des partisans de l'UNITA le 16 septembre 2017 dans la municipalité de Bocoio, (province de Benguela) et des policiers ont participé aux affrontements avant de procéder à l'arrestation de membres des deux partis. La police a estimé que les membres de l'UNITA étaient responsables de l'incident tout en s'engageant à faire une enquête⁸.

L'ensemble des sources d'informations plus récentes s'accordent sur le fait que l'élection de João Lourenço à la tête du pays en août 2017 a marqué le début d'un changement dans la culture d'impunité qui règne en Angola.

Les forces de sécurité ont toutefois continué de se livrer à des arrestations arbitraires, des détentions illégales, des mauvais traitements contre des groupes d'opposition et de la société civile mais les sources d'informations consultées ne font pas état de tels actes de violence contre des partisans de l'UNITA.

⁵ *Ibid.*

⁶ USDOS, «Country Report on Human Rights Practices 2016-Angola», 03/03/2017, [url](#)

⁷ USDOS, «Country Report on Human Rights Practices 2017-Angola», 20/04/2018, [url](#)

⁸ *Ibid.*

Bibliographie

Sites web consultés en juillet et août 2020

Institutions nationales

United State Department of State (USDOS), « Country Report on Human Rights Practices 2017-Angola », 20/04/2018. <https://www.ecoi.net/en/document/1430100.html>

USDOS, « Country Report on Human Rights Practices 2016-Angola », 03/03/2017. <https://www.ecoi.net/en/document/1394745.html>

USDOS, « Country Report on Human Rights Practices 2014-Angola », 25/06/2015. <https://www.ecoi.net/en/document/1206059.html>

USDOS, « Country Report on Human Rights Practices for 2011 – Angola », 24/05/2012. <https://www.ecoi.net/en/document/1346986.html>

Média

Agência Angola Press – ANGOP, Logo de l'UNITA.

http://www.angop.ao/angola/fr_fr/noticias/politica/2019/10/46/UNITA-aura-troisieme-president-son-histoire,2e155f44-62d1-4e7c-8d82-2d8d1cbcd5ae.html

Autre source

Echange de courriels avec un chercheur angolais ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité entre le 09/07/2020 et le 05/08/2020.